

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE**

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :

120 TM 48 TOM

**INSTRUCTION N° 58-139 . B 3
du 16 JUILLET 1958**

Classement
B 3

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

**RELEVEMENT, A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1958, DU 1^{er} MAI 1958
ET DU 1^{er} AOUT 1958, DU MONTANT DE LA RETRAITE DU COMBATTANT
APPLICABLE AUX RETRAITES AGES D'AU MOINS 65 ANS OU ASSIMILES.**

DOCUMENT A ANNOTER :

— Circulaire n° 1940 du 8 octobre 1957 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 74 G) modifiée à compter du 1^{er} janvier 1958.

Le montant de la retraite du combattant applicable aux bénéficiaires âgés d'au moins 65 ans est, en vertu des dispositions de l'article L 256 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, modifié par l'article 36, premier alinéa, de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953, déterminé par l'application de l'indice de pension 33 défini à l'article L 8 bis du Code.

La valeur du point d'indice de pension militaire d'invalidité a été fixée par le décret n° 58-205 du 26 février 1958, publié au *Journal Officiel* du 27 février 1958, page 2131, à :

- 390 francs à compter du 1^{er} janvier 1958;
- 399 francs à compter du 1^{er} mai 1958;
- 409 francs à compter du 1^{er} août 1958;

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	TGA	TGM
TGT	RFA	TOM	PY	TGS	PGA	

DIFFUSION
P

La présente instruction a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé par les Comptables payeurs à l'attribution des nouveaux montants applicables aux retraités âgés d'au moins 65 ans :

- à l'échéance de leur retraite survenant à compter du 1^{er} septembre 1958;
- ou, en ce qui concerne les retraites payables hors de la Métropole, lors du règlement de tout coupon présenté au paiement après la date de réception par les Comptables de la présente instruction, si cette date est postérieure au 1^{er} septembre 1958.

Les dispositions de la présente instruction sont également applicables :

- aux titulaires de la retraite du Combattant âgés de moins de 65 ans, qui bénéficient, en raison de leur inaptitude au travail ou de leur infirmité, de l'un des avantages énumérés à l'article L 256 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre dans les conditions qui ont été rappelées et complétées en dernier lieu par la circulaire n° 1758 du 4 septembre 1956, section V, 1, page 810 du *Bulletin des Services du Trésor* n° 88 G;
- aux titulaires de la retraite du Combattant âgés de 60 ans au moins domiciliés en Algérie, dans les départements d'Outre-Mer et dans certains Etats, pays et territoires d'Outre-Mer, en vertu des dispositions insérées à l'article L 256 du Code par l'article 99, paragraphe 1, de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, qui ont fait l'objet de la circulaire n° 1758 du 4 septembre 1956, section V, II, pages 810 et suivantes du *Bulletin des Services du Trésor* n° 88 G, rectificatif au *Bulletin des Services du Trésor* n° 98 G, page 928.

SECTION I

NOUVEAUX MONTANTS DE LA RETRAITE DU COMBATTANT APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1958, DU 1^{er} MAI 1958 ET DU 1^{er} AOUT 1958

Compte tenu des dispositions du décret n° 58-205 du 26 février 1958 et de l'article L 256 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, le nouveau montant de la retraite du Combattant applicable aux retraités âgés d'au moins 65 ans ou assimilés est, à compter du 1^{er} janvier 1958, du 1^{er} mai 1958 et du 1^{er} août 1958, fixé comme suit

M O N T A N T S							
Jusqu'au 31 décembre 1957		A compter du 1 ^{er} janvier 1958		A compter du 1 ^{er} mai 1958		A compter du 1 ^{er} août 1958	
Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel
Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
11.948	2.987	12.872	3.218	13.168	3.292	13.500	3.375

SECTION II

RETRAITES DU COMBATTANT PAYABLES DANS LA ZONE DU FRANC METROPOLITAIN (Métropole, Afrique du Nord, Guadeloupe, Martinique, Guyane Française) ET A L'ETRANGER

A. — Rôle des Comptables payeurs.

C'est aux Comptables payeurs qu'incombera le soin d'appliquer les nouveaux montants de la retraite du Combattant et de payer les rappels correspondants tels qu'ils résultent du barème annexé à la présente instruction.

Les montants applicables à compter du 1^{er} janvier 1958, du 1^{er} mai 1958 et du 1^{er} août 1958 seront payés sous forme de rappel dans les conditions indiquées ci-dessous. Les titres de paiement ne seront annotés que du montant prenant effet du 1^{er} août 1958, soit 13.500 francs.

Les Comptables payeurs aménageront les livrets de retraite actuellement en service dans des conditions analogues à celles qui ont été fixées par les circulaires n° 976 du 12 juin 1951 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 50 G du 16 juin 1951) et n° 893 du 23 novembre 1950 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 79 G du 25 novembre 1950).

En conséquence, ils annoteront les livrets détenus par les bénéficiaires de la mention « Montant annuel porté à 13.500 francs, à compter du 1^{er} août 1958 ». Pour les retraités atteignant l'âge de 65 ans postérieurement au 1^{er} août 1958 la mention sera rédigée de la façon suivante : « Montant annuel porté à 13.500 francs à compter du » (soixante-cinquième anniversaire).

Si les Comptables payeurs ne disposaient plus d'une place suffisante pour porter la mention susvisée sur le certificat d'inscription du livret, la mention serait portée au verso du certificat d'inscription, dans la partie supérieure de la page 2 réservée à l'« Avis du Comptable ». L'indicatif (1) sera porté immédiatement après le montant précédemment applicable. Cet indicatif renverra à la mention suivante portée au bas du certificat d'inscription : « (1) Voir l'Avis au Comptable ».

Lorsque le titulaire de la retraite du Combattant se présentera pour percevoir les arrérages du trimestre échu à partir du 1^{er} septembre 1958 (ou de la date de réception de la présente circulaire), il appartiendra au Comptable de :

- porter la mention visée ci-dessus, à l'encre rouge, sur le livret et la fiche A;
- déterminer le montant du rappel dû pour la période courue du 1^{er} janvier 1958, ou de la date à partir de laquelle l'intéressé est en droit de bénéficier du montant applicable aux retraités âgés d'au moins 65 ans, lorsque cette date est postérieure au 1^{er} janvier 1958, à la veille de la date de la première échéance survenant à compter du 1^{er} septembre 1958.

Pour les titulaires qui ont atteint l'âge de 65 ans au plus tard le 1^{er} janvier 1958, ce rappel se décompose en deux éléments distincts :

- d'une part, *une partie fixe*, afférente à la période du 1^{er} janvier 1958 au 31 juillet 1958, qui s'élève uniformément à 613 francs et qui est formée de deux fractions :
 - a) une somme de 308 francs, due pour la période du 1^{er} janvier 1958 au 30 avril 1958,
 - b) une somme de 305 francs, due pour la période du 1^{er} mai 1958 au 31 juillet 1958;
- d'autre part, *une partie variable*, afférente à la période courue du 1^{er} août 1958 à la veille de la première échéance survenant à compter du 1^{er} septembre 1958.

Afin de faciliter la tâche des Comptables payeurs, un barème annexé à la présente instruction indique pour toutes les échéances survenant après le 1^{er} septembre 1958 :

- dans la colonne A, le montant du rappel dû à compter du 1^{er} août 1958;
- dans la colonne B, en chiffres gras, le montant du rappel global dû à compter du 1^{er} janvier 1958.

Lorsque les droits des intéressés s'ouvrent à une date postérieure soit au 1^{er} janvier 1958, soit au 1^{er} mai 1958, soit au 1^{er} août 1958, il appartient aux Comptables de déterminer le montant du rappel effectivement dû. Ce rappel sera calculé au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date à laquelle les retraités ont atteint l'âge de 65 ans jusqu'à la veille de la date de la première échéance survenant après le 31 août 1958, ou après le soixante-cinquième anniversaire s'il est postérieur à cette date et en fonction de la différence trimestrielle entre le montant au 1^{er} janvier 1958, ou au 1^{er} mai 1958, ou au 1^{er} août 1958 et le montant précédemment servi à l'intéressé dans le cas où celui-ci bénéficiait du

montant de la retraite du Combattant maintenu en application du dernier alinéa de l'article L 256 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (Cf. circulaire n° 1377 du 20 mai 1954 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 51 G)).

Après avoir déterminé le rappel dû à l'intéressé dans les conditions indiquées ci-dessus, le Comptable payeur doit :

- calculer la somme à payer sur le coupon comprenant le rappel, en additionnant l'ancien montant trimestriel et le montant du rappel global ou du rappel partiel à payer,
- reporter sur la souche du coupon, ainsi que dans la case d'émargement correspondante de la fiche A, les éléments de ce décompte,
- procéder au paiement.

Par analogie avec les dispositions de la circulaire n° 1068 du 9 février 1952, lorsqu'il s'agira :

- de livrets faisant suite à un livret expiré,
- de livrets initiaux,

les Directions des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre continueront à utiliser les livrets du modèle actuellement employé, mais elles apporteront à ces carnets des modifications identiques à celles qui sont apportées par les Comptables payeurs aux carnets en application de la présente instruction; elles apposeront le cas échéant le cachet « Montant élevé à 13.500 francs à compter du » (soixante-cinquième anniversaire) sur le coupon afférent à la première échéance postérieure au soixante-cinquième anniversaire.

EXEMPLE. — Soit le titulaire d'une retraite du Combattant, né le 26 mars 1891, qui se présente à la caisse d'un Comptable de l'un des territoires de la zone du franc métropolitain, le 2 octobre 1958, pour percevoir le trimestre échu le 26 septembre 1958.

Le trimestre échu le 26 septembre 1958 sera payé sur la base de l'ancien montant en vigueur le 31 décembre 1957, soit 2.987 francs.

L'intéressé a droit, pour la période du 1^{er} janvier 1958 au 25 septembre 1958 (échéance du 26 septembre 1958 du barème) à un *rappel global* (Cf. colonne B du barème) de : 850 francs (237 + 613).

Le décompte à payer sur le coupon échu le 26 septembre 1958 s'établit comme suit :

Trimestre	2.987 F
Rappel (du 1 ^{er} janvier au 25 septembre 1958)	850 F
Total à payer	3.837 F

B. — Rôle des Comptables supérieurs assignataires.

Les Comptables Supérieurs assignataires procéderont à la vérification et la centralisation des coupons dans les conditions fixées par la lettre-collective n° 202 S.E. - 5.368 G du 14 septembre 1950. Toutefois, ils devront procéder à la mise à jour des fiches B dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les fiches A.

SECTION III

RETRAITES DU COMBATTANT PAYABLES DANS LE DEPARTEMENT DE LA REUNION ET DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER NON COMPRIS DANS LA ZONE DU FRANC METROPOLITAIN

La situation des titulaires de la retraite du combattant résidant dans le département de la Réunion et dans les Territoires d'Outre-Mer non compris dans la zone du franc métropolitain (territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, territoire de l'Etat sous tutelle du Cameroun et de la République autonome du Togo) sera régularisée conformément aux instructions spéciales en vigueur pour le paiement des pensions et émoluments assimilés dans ces territoires.

Les retraités qui ont droit à la retraite du combattant, soit sur la base annuelle de 530 francs, soit sur celle de 1.372 francs, soit sur celle de 3.500 francs, continueront à percevoir les taux successifs de la retraite tels qu'ils ont été fixés par l'article 2 de la loi n° 51-1486 du 31 décembre 1951, dans les conditions générales qui ont fait l'objet de la circulaire n° 1068 du 9 février 1952, section III, page 89 du *Bulletin des Services du Trésor* n° 10 G du 14 février 1952,

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

I. — Titres de retraite du Combattant venus à expiration ou dont le titulaire est décédé depuis la date d'effet des nouveaux montants.

En ce qui concerne les retraités dont les titres de retraite sont venus à expiration avant réception de la présente instruction et dont le dernier coupon échu ou le prorata d'arrérages au décès aurait déjà été payé, le rappel global dû au titre des nouveaux montants, arrêté à la veille de la date d'échéance du dernier coupon payé ou au jour du décès, pourra être payé sur demande du titulaire ou des héritiers, selon le cas.

Ce rappel sera liquidé par le Comptable Supérieur assignataire et donnera lieu à l'établissement d'une quittance complémentaire portant référence au coupon ou à la quittance correspondant à l'échéance ou au prorata déjà versé.

II. — Livrets de retraite du Combattant émis par l'Administration des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

Jusqu'à l'envoi, par le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, à ses services extérieurs, d'une instruction relative à l'application des nouveaux montants de la retraite du Combattant et aux modifications à apporter aux titres de paiement, les Comptables Supérieurs assignataires recevront encore des livrets qui ne tiendront pas compte des nouvelles dispositions. Ils devront les accepter et les modifier dans les conditions prévues par la présente instruction.

III. — Retraites du Combattant payables par les centres régionaux de Paris et de Rennes.

Les dispositions de la présente instruction sont, d'une manière générale, applicables aux retraites du Combattant soumises au mode de paiement institué par la loi du 12 juillet 1941.

Elles seront, toutefois, adaptées aux conditions particulières de paiement desdits émoluments.

*Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation,*

Le Chef de Service :

R. VERON.

B A R E M E

indiquant le montant des rappels dus à compter du 1^{er} janvier 1958 ou du 1^{er} août 1958 à la veille de l'échéance à payer
à partir du 1^{er} septembre 1958 aux titulaires de la retraite du Combattant âgés d'au moins 65 ans ou assimilés.

MONTANT DU RAPPEL FIXE POUR LA PERIODE DU 1 ^{er} JANVIER 1958 AU 31 JUILLET 1958											
Du 1 ^{er} janvier 1958 au 30 avril 1958 Francs 308				Du 1 ^{er} mai 1958 au 31 juillet 1958 Francs 305				TOTAL Francs 613			
Echéance du	Nombre de jours	Montant du rappel du 1 ^{er} août 1958 (A)	Montant du rappel global du 1 ^{er} janvier 1958 (B)	Echéance du	Nombre de jours	Montant du rappel du 1 ^{er} août 1958 (A)	Montant du rappel global du 1 ^{er} janvier 1958 (B)	Echéance du	Nombre de jours	Montant du rappel du 1 ^{er} août 1958 (A)	Montant du rappel global du 1 ^{er} janvier 1958 (B)
		francs	francs			francs	francs			francs	francs
1 ^{er} septembre	30	129	742	1 ^{er} octobre	60	258	871	1 ^{er} novembre	90	388	1.001
2 »	31	133	746	2 »	61	262	875	2 »	91	392	1.005
3 »	32	137	750	3 »	62	267	880	3 »	92	396	1.009
4 »	33	142	755	4 »	63	271	884	4 »	93	400	1.013
5 »	34	146	759	5 »	64	275	888	5 »	94	405	1.018
6 »	35	150	763	6 »	65	280	893	6 »	95	409	1.022
7 »	36	155	768	7 »	66	284	897	7 »	96	413	1.026
8 »	37	159	772	8 »	67	288	901	8 »	97	418	1.031
9 »	38	163	776	9 »	68	293	906	9 »	98	422	1.035
10 »	39	168	781	10 »	69	297	910	10 »	99	426	1.039
11 »	40	172	785	11 »	70	301	914	11 »	100	431	1.044
12 »	41	176	789	12 »	71	306	919	12 »	101	435	1.048
13 »	42	181	794	13 »	72	310	923	13 »	102	439	1.052
14 »	43	185	798	14 »	73	314	927	14 »	103	444	1.057
15 »	44	189	802	15 »	74	319	932	15 »	104	448	1.061
16 »	45	194	807	16 »	75	323	936	16 »	105	452	1.065
17 »	46	198	811	17 »	76	327	940	17 »	106	456	1.069
18 »	47	202	815	18 »	77	331	944	18 »	107	461	1.074
19 »	48	206	819	19 »	78	336	949	19 »	108	465	1.078
20 »	49	211	824	20 »	79	340	953	20 »	109	469	1.082
21 »	50	215	828	21 »	80	344	957	21 »	110	474	1.087
22 »	51	219	832	22 »	81	349	962	22 »	111	478	1.091
23 »	52	224	837	23 »	82	353	966	23 »	112	482	1.095
24 »	53	228	841	24 »	83	357	970	24 »	113	487	1.100
25 »	54	232	845	25 »	84	362	975	25 »	114	491	1.104
26 »	55	237	850	26 »	85	366	979	26 »	115	495	1.108
27 »	56	241	854	27 »	86	370	983	27 »	116	500	1.113
28 »	57	245	858	28 »	87	375	988	28 »	117	504	1.117
29 »	58	250	863	29 »	88	379	992	29 »	118	508	1.121
30 »	59	254	867	30-31 »	89	383	996	30 »	119	513	1.126

N.B. — Les montants des rappels figurant aux colonnes A et B du présent barème ont été calculés compte tenu de la règle de l'arrondissement au franc inférieur.